



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2010-DLP/BUPE- **445** du **25 NOV. 2010**

mettant en demeure la société COLORCHIMIE à HENRIVILLE de respecter les articles 2,3,8 et 9 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC 71 du 13 mars 2009

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Livre V du Code de l'Environnement et notamment ses articles L.512-1, L.514-1 et L.514-2 ;

VU la nomenclature des installations classées définie aux articles R.511-9 et R.511-10 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral référencé n°2009-DEDD/IC-71 du 13 mars 2009 imposant à la société COLORCHIMIE des prescriptions techniques dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de régularisation administrative ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-85 en date du 28 octobre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU Le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 novembre 2010 ;

CONSIDERANT que lors d'une visite d'inspection réalisée le 25 août 2010 il a été constaté que des dispositions de l'arrêté susvisé ont été enfreintes notamment les articles 2, 3, 8 et 9

CONSIDERANT que l'inobservation de ces prescriptions sont de nature à engendrer des risques de pollutions supplémentaires liés à une organisation des stockages approximative, l'absence de produits absorbants, l'indisponibilité des dispositifs de prévention des pollutions ou à une gestion des stockages de déchets industriels perfectible ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté que la société COLORCHIMIE fabrique des encres d'impression pour l'héliogravure et la flexographie, en effectuant des opérations de mélange de vernis et pigments ;

CONSIDERANT que ces activités relèvent du régime de l'autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2640 de la nomenclature des installations classées et que la Société COLORCHIMIE les exploite sans disposer de l'autorisation préfectorale requise ;

CONSIDERANT les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1er: La société COLORCHIMIE, implantée à HENRIVILLE, est mise en demeure de respecter, sous les délais mentionnés ci-après, les dispositions des articles 2, 3, 8 et 9 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-71 du 13 mars 2009 :

- article 2 : une semaine
- article 3 : un mois
- article 8 : une semaine
- article 9 : un mois

Article 2 : La société COLORCHIMIE, implantée Parc d'Activités Communautaire à HENRIVILLE (57450), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté en déposant auprès de la préfecture de la Moselle une demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R.512-3 à R.512-9 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 4 : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg :


- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
La Sous-préfète de FORBACH,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de HENRIVILLE où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz,


Roland LANCENFELD

 Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général des affaires Régionales.